



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

<b>SERVICE/DIRECTION :</b> <b>GEP VOIRIE</b> <b>Réf : CBC / CBC</b> <b>Réf : VOI-AT-2024-00232</b>	<b>OBJET : DONNONS DES ELLES AU VELO - VILLAGE ACCUEIL "TOUR DE FRANCE J-1"</b>  <b>QUAI DE LA FONTAINE</b>  <b>Du 14/07/2024 au 15/07/2024</b>
---	---

**Le Maire de la ville de NIMES,  
Maire**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

**Vu** le Code de la Route, et notamment l'article R. 417.10,

**Vu** le Code de l'Environnement,

**Vu** Le Code Pénal,

**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

**Vu** l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

**Vu** la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

**Vu** la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

**Vu** la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

**VU** l'Arrêté Municipal n° CIR-AP-2019-00095 du 4 novembre 2019 réglementant l'aire piétonne et notamment l'article 10 limitant le poids des véhicules à 6 tonnes,

**Vu** l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

**Vu** le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

**Vu** l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

**CONSIDERANT** qu'il importe de favoriser DONNONS DES ELLES AU VELO - VILLAGE ACCUEIL "TOUR DE FRANCE J-1" dans l'agglomération nîmoise,

**ARRÊTE****ARTICLE 1 - STATIONNEMENT ET CIRCULATION****1° Du 14 Juillet 2024 à 19h00 au 15 Juillet 2024 à 20h00**

Le stationnement de tous véhicules est considéré comme gênant :

- **Quai de la Fontaine de la rue Agrippa à la rue Pasteur côté PAIR.**
- **Quai de la Fontaine au droit de la Place Pablo Picasso sur toute la longueur.**

Seuls les véhicules habilités par la Direction des Sports de la Ville de Nîmes, sont autorisés à stationner sur les emplacements définis.

**2° Le Lundi 15 Juillet 2024 de 08h00 à 20h00**

Des interruptions de circulation interviennent à l'initiative des services de police ou des organisateurs dans le créneau horaire du présent article sur les voies citées dans l'article 1 du présent arrêté.

*Afin d'éviter toute projection de véhicule bélier, les accès sont fermés par des obstacles lourds déplaçables type véhicules. Ils doivent pouvoir être déplacé immédiatement pour permettre l'accès à des véhicules de secours à tout moment.*

**ARTICLE 2** - La signalisation relative aux dispositions susvisées est mise en place par les Services Municipaux.

**ARTICLE 3** - Les véhicules en infraction au présent arrêté sont enlevés aux frais et périls de leurs propriétaires, à la diligence des Services de Polices.

**ARTICLE 4** - Les usagers de la voie publique sont soumis aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

**ARTICLE 5** - La publication du présent acte est consultable sur le site de la Ville de Nîmes : <https://www.nimes.fr/mairie/voirie.html>.

**ARTICLE 6** - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, M. le Directeur de la Police Municipale** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour Le Maire de Nîmes et par  
délégation,  
l'Adjointe déléguée,**

**Claude De GIRARDI**

**VOIES DE RECOURS ET DELAIS**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*